MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES
Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour
N° 48 (2025)

Faits saillants

- Région : Les États-Unis soumettent à licence les exportations de semi-conducteurs américains avancés vers l'Indonésie, la Malaisie, Singapour et la Thaïlande .
- Indonésie : Jakarta et Bruxelles signent l'accord de partenariat économique global (IEU-CEPA) après dix ans de négociations.
- Singapour : Le METI relève sa prévision pour 2026 à « environ 6,0 %.

LE(S) CHIFFRE(S) À RETENIR

18-35 %

surtaxe maximale proposée par les Etats-Unis sur leurs importations en provenance du Vietnam (jusqu'à 35 %), Singapour (20 %), Indonésie, Malaisie et Thaïlande (18 %).

Région

Contrôles américains sur les puces d'IA : la filière régionale des centres de données fragilisée

Le Bureau de l'industrie et de la sécurité (BIS) du Département américain du Commerce a publié le 16 novembre une règle intérimaire, entrée en vigueur le 19 novembre, qui soumet à licence l'exportation, la réexportation et le transfert sur le territoire de semi-conducteurs américains avancés vers l'Indonésie, la Malaisie, Singapour et la Thaïlande, ainsi que vers le Brésil. Washington invoque un risque « inacceptable » de détournement vers la Chine et impose des obligations supplémentaires aux centres de données étrangers fournissant d'importants volumes de puissance de calcul à des entreprises dont le siège est en Chine. Antérieure à la semaine sous revue, la mesure en a dominé l'actualité régionale. Dès son annonce, les valeurs malaisiennes liées aux centres de données ont

fortement reculé (près de 20 % pour MN Holdings et Critical Holdings, près de 10 % pour YTL Power), tandis que le ministre thaïlandais du Commerce a commandé une évaluation d'impact. La règle touche une filière estimée à plus de 100 Md USD, dont la capacité installée atteignait 5,8 GW au premier semestre 2026.

La croissance de la région ASEAN dépend de plus en plus de l'IA

Dans une note publiée le 23 novembre, BNP Paribas classe l'Asie du Sud-Est parmi les zones les plus dynamiques de l'économie mondiale, tout en relevant des écarts croissants. Sur les neuf premiers mois de 2026, la croissance atteint 9 % au Vietnam, 6 % à Singapour et 5,6 % en Malaisie, contre 2,8 % en Thaïlande et 2,5 % aux Philippines. Cette divergence reflète l'exposition inégale aux investissements liés à l'IA et aux exportations électroniques : en Malaisie, les exportations ont ainsi progressé de +54,5 % en g.a. en septembre selon le Département des statistiques (DOSM). Les projections officielles ont été relevées en conséquence : le Bureau de recherche macroéconomique de l'ASEAN+3 (AMRO) table depuis le 5 octobre sur une croissance de 4,9 % pour l'ASEAN en 2026, et la présidence philippine de l'ASEAN a porté le 14 novembre la prévision du bloc à 4,7 % pour 2026 comme pour 2027. La forte correction des marchés technologiques asiatiques entre le 13 et le 20 novembre souligne toutefois la dépendance de ce modèle de croissance à la soutenabilité du cycle de l'IA.

Indonésie

Danantara prévoit de doubler la part de ses investissements à l'étranger

Le 11 novembre, Rosan Roeslani, CEO de Danantara, a annoncé une réorientation de l'allocation d'actifs du fonds souverain au profit de l'international. La part des investissements à l'étranger pourrait ainsi doubler, de 20 % à 40 % du portefeuille, tandis que celle de l'Indonésie serait ramenée de 80 % à 60 %. Pour accompagner cette stratégie, Danantara prévoit d'ouvrir des bureaux à New York, à Hong Kong et en Arabie saoudite. Le bureau saoudien devra notamment appuyer les investissements du fonds à La Mecque. Danantara entend aussi renforcer ses partenariats avec les fonds souverains étrangers, et ses investissements pourraient dépasser 14,0 Mds USD en 2027. Pour financer cette expansion, sa filiale *Danantara Investment Management* (DIM) prévoit de lever environ 6,7 Mds USD de dette en 2027 et de recevoir un apport en capital de 2,7 Mds USD. Après une première émission obligataire internationale de 1,5 Mds USD en juin, sursouscrite plus de trois fois, Danantara envisage de nouvelles émissions, sous forme d'obligations Panda ou Dim Sum, voire d'une euro-obligation à 30 ans. Les premiers comptes

audités du fond souverain font par ailleurs état d'un actif consolidé de 634 Mds USD fin 2025, en deçà des 1 000 Mds USD souvent avancés. Ils indiquent aussi un bénéfice net consolidé de 11,1 Mds USD sur les neuf derniers mois de 2025, soit un rendement des fonds propres de 8,7 %.

Après un échange avec le président Prabowo Subianto, MSCI maintient ouverte sa consultation sur le statut de marché de l'Indonésie

Le 10 novembre, le président Prabowo Subianto, accompagné de Rosan Roeslani, ministre de l'Investissement et CEO de Danantara, et de plusieurs hauts responsables, s'est entretenu avec Henry Fernandez, CEO de MSCI. L'appel avait été organisé par Ray Dalio, fondateur de Bridgewater Associates et conseiller informel de Danantara. Selon Bloomberg, Henry Fernandez aurait indiqué que MSCI n'entendait pas nécessairement faire passer l'Indonésie du statut de marché émergent à celui de marché autonome, et continuerait de conseiller les autorités sur les réformes nécessaires. Ray Dalio aurait de son côté fait valoir que plusieurs investisseurs, dont JPMorgan Chase, Goldman Sachs et Jane Street, jugeaient excessif ce déclassement de deux niveaux. MSCI a toutefois affirmé le 24 novembre que sa consultation restait en vigueur, et a démenti avoir renoncé à un reclassement. Le fournisseur d'indices attend notamment une plus grande indépendance du conseil de l'Otoritas Jasa Keuangan (OJK), l'autorité de supervision financière, dont il souhaiterait voir l'action de supervision renforcée. Il demande aussi une meilleure communication avec les investisseurs et des règles plus claires sur la concentration de l'actionnariat ainsi que sur la composition du LQ45, l'indice des 45 valeurs les plus liquides de la Bourse indonésienne. Le Président Prabowo Subianto s'est engagé à renforcer l'application de la réglementation sur le marché indonésien. Pour rappel, la décision de MSCI est attendue au plus tard le 30 juin 2027.

L'Indonésie et l'Union européenne (UE) signent l'accord de partenariat économique global (IEU-CEPA) après dix ans de négociations

Le 21 novembre, l'Indonésie et l'Union européenne ont signé à Bruxelles un accord de partenariat économique global (IEU-CEPA), assorti d'un accord de protection des investissements. L'UE s'engage à supprimer ou à réduire ses droits de douane sur 98,3 % des lignes tarifaires applicables aux produits indonésiens. Pour 90,4 % d'entre elles, la suppression interviendra dès l'entrée en vigueur de l'accord, ce qui couvre 96,3 % de la valeur des exportations indonésiennes vers le marché européen. L'huile de palme et ses dérivés, le caoutchouc, les textiles et les chaussures accéderont ainsi immédiatement à ce marché en franchise de droits. L'huile de palme bénéficiera en outre de contingents tarifaires de 1,9 Mt pour l'huile

brute et de 140 000 t pour les autres produits, appelés à croître jusqu'à la neuvième année. En contrepartie, l'Indonésie libéralisera 98,5 % de ses lignes tarifaires, dont 78,6 % dès l'entrée en vigueur, et éliminera en cinq ans ses droits sur les automobiles européennes, qui atteignent aujourd'hui jusqu'à 50 %. Jakarta ambitionne d'accroître de 50 % ses exportations vers l'UE en cinq ans, pour les porter de 19 à 28,5 Mds USD. Le gouvernement entend obtenir la ratification de la Chambre des représentants (DPR) en vue d'une entrée en vigueur au 1e janvier 2027.

Les États-Unis proposent un droit de douane de 18 % sur les importations indonésiennes au titre des surcapacités industrielles

Le 25 novembre, l'*Office of the United States Trade Representative* (USTR) a proposé de nouveaux droits de douane sur 14 économies, dont l'Indonésie, accusées d'entretenir des « surcapacités structurelles » dans l'industrie manufacturière. Cette proposition fait suite à une enquête ouverte en mars au titre de la section 301 du Trade Act. Le taux applicable à l'Indonésie serait plafonné à 18 %, comme pour la Malaisie, la Thaïlande, le Cambodge et le Bangladesh. Il ne se cumulerait pas avec le droit de 10 % instauré en juillet au titre du travail forcé. Les hydrocarbures, certains produits alimentaires et les biens déjà soumis à des droits sectoriels en seraient exclus. L'USTR reproche à Jakarta sa politique industrielle, l'insuffisance de son droit du travail et sa dépendance aux intrants et investissements d'économies « non marchandes ». Il critique aussi la « répression financière », dont l'obligation de rapatriement des recettes d'exportation, ainsi que la transformation locale imposée aux matières premières. Les secteurs du textile, de la métallurgie et les énergies renouvelables seraient particulièrement visés. Ces droits pourraient entrer en vigueur après une consultation publique close le 5 janvier 2027 et une audition prévue le 25 janvier. Ce plafond de 18 % est par ailleurs inférieur d'un point au taux prévu par l'accord commercial réciproque (ART) signé en février avec Washington. Ce dernier n'a toujours pas été ratifié par l'Indonésie.

Malaisie

Nouveaux droits de douane envisagés pouvant atteindre 18 % sur les produits malaisiens

La Malaisie figure parmi les 14 économies visées par de nouveaux droits de douane américains, pouvant atteindre 18 %. Les autres économies concernées comprennent notamment la Chine, Singapour, l'Indonésie, la Thaïlande, le Vietnam, le Japon et l'Union européenne. L'enquête de l'USTR reproche à la Malaisie ses plans de soutien à l'industrie manufacturière et aux exportations, ses financements préférentiels, l'insuffisance de ses mesures contre les

surcapacités liées aux importations et aux investissements d'économies non marchandes, ainsi que des protections jugées insuffisantes pour les travailleurs. Les secteurs des TIC et de l'automobile sont particulièrement ciblés. Les nouveaux droits s'ajouteraient aux droits existants, sous réserve d'exemptions concernant notamment les semi-conducteurs, les véhicules et leurs composants, l'acier, l'aluminium, le cuivre, les produits dérivés du bois, les médicaments brevetés et certains minerais. L'USTR envisage un taux pouvant atteindre 25 % si les consultations et les engagements malaisiens sont jugés insuffisants. Le ministère malaisien de l'Investissement, du Commerce et de l'Industrie (MITI) a précisé, le 26 novembre, que les taux annoncés restent indicatifs et que leur niveau définitif sera fixé au premier trimestre 2027. La Malaisie entend défendre le plafond de 19 % négocié dans le cadre de l'Accord commercial réciproque (ART), signé le 26 octobre 2025. Ces nouveaux droits ne sont pas encore en vigueur ; le pays est déjà soumis à un droit de 10 % au titre de l'enquête Section 301 sur le travail forcé, appliqué depuis juillet 2026.

Lancement de la feuille de route nationale CCUS à l'horizon 2050

Le 24 novembre 2026, le ministre de l'Économie, Akmal Nasrullah Mohd Nasir, a présenté la feuille de route nationale sur le captage, l'utilisation et le stockage du carbone (CCUS) à l'horizon 2050. Celle-ci prévoit 27 initiatives représentant environ 40 Md USD d'investissements et le développement potentiel de six pôles de stockage de CO_2. Parmi les quatre projets prioritaires figure le *Southern CCS Hub*, piloté par PETRONAS en partenariat avec le français TotalEnergies et le japonais Mitsui. Le projet prévoit la construction d'un terminal de réception de CO_2 liquéfié à Kuantan (Pahang), relié par un pipeline offshore de 245 km au champ gazier épuisé de Duyong, destiné au stockage permanent du carbone, avec une capacité initiale de 5 M de tonnes par an. Les trois partenaires ont signé un accord de coentreprise le 23 octobre 2026 pour développer et exploiter le site de stockage. La décision finale d'investissement est visée au troisième trimestre 2028 et la première injection de CO_2 au quatrième trimestre 2031, selon le calendrier détaillé de la feuille de route. Le gouvernement prévoit également de développer les projets National Carbon Capture, Dragon et Chlorobloom, portés notamment par TNB.

Restrictions d'accès aux centres de données pour sept entreprises inscrites sur l'Entity List américaine

Le 24 novembre 2026, le ministère malaisien de l'Investissement, du Commerce et de l'Industrie (MITI) a annoncé que la MIDA demanderait aux opérateurs de centres de données de cesser d'héberger les sept entreprises inscrites sur l'*Entity List* américaine et de leur fournir des capacités de calcul ou des services associés. Cette

inscription fait suite à des risques de détournement de technologies avancées, notamment de processeurs d'intelligence artificielle, vers des utilisateurs non autorisés. Parmi les sept entités figurent deux sociétés malaisiennes : Speedmatrix Sdn Bhd, filiale à 100 % de la singapourienne Megaspeed International, et MSFusion Sdn Bhd. Les autorités américaines soupçonnent ces sociétés de participer à des circuits de transfert de puces avancées vers la Chine. Le MITI entend ainsi prévenir le contournement des contrôles américains à l'exportation via les infrastructures numériques malaisiennes et prévient que des mesures seront prises contre les opérateurs qui ne respecteraient pas la réglementation nationale.

Singapour

Section 301 : l'USTR propose une surtaxe pouvant atteindre 20 % sur les exportations singapouriennes

Le représentant américain au commerce (USTR) a publié le 25 novembre, les conclusions de son enquête Section 301 sur les « surcapacités structurelles » visant 14 économies, dont Singapour. Il propose une surtaxe maximale de 20 %, nette des droits Section 301 existants, ramenée à 10 % si Singapour conclut avec les États-Unis un accord de commerce réciproque (Agreement on Reciprocal Trade, ART). Le Ministère de l'Énergie, du Commerce et de l'Industrie (METI, ex-MTI) a exprimé le 26 novembre son désaccord, rappelant l'excédent commercial américain vis-à-vis de Singapour (33 Md USD en 2025) et l'absence de droits de douane bilatéraux prévue par l'accord de libre-échange. Le vice-Premier ministre Gan Kim Yong, qui s'est dit « très déçu », a évalué à environ 9,4 Md SGD les exportations domestiques concernées et indiqué qu'aucune négociation n'était engagée. Singapour présentera ses observations lors de la consultation publique de janvier 2027 ; cette procédure s'ajoute à la surtaxe de 12,5 % imposée en juillet au titre de l'enquête Section 301 sur le travail forcé. Selon le METI, ces annonces augmenteraient les droits de douane effectivement payés par Singapour à 10,3%, contre 7,8% actuellement.

Le METI relève à environ 6 % sa prévision de croissance pour 2026

Le METI a publié le 24 novembre l'estimation finale du PIB du T3 2026, nettement révisée à la hausse à +6,1 % en g.a. (contre +5,4 % en estimation avancée). La croissance est portée par le commerce de gros (+14,5 %), la construction (+9,5 %), l'industrie manufacturière (+8,5 %) et l'information-communication (+6,2 %), tandis que le commerce de détail (-2,7 %) et la restauration (-2,1 %) reculent. Sur les trois premiers trimestres, le PIB progresse de +6,2 % en g.a., ce qui conduit le METI à relever sa prévision pour 2026 à « environ 6,0 % » (contre 4,5–5,5 % depuis août), après +5,0 % en 2025. Le ministère publie une première fourchette de 2,5–4,5 % pour 2027, anticipant un ralentissement des nouveaux investissements dans l'IA par

rapport à 2026, ainsi qu'une croissance attendue plus faible chez les principaux partenaires (Etats-Unis, Chine, Asie du Sud-Est), à l'exception de la zone euro. Il identifie comme principaux risques une correction plus brutale des marchés en cas de doutes sur la soutenabilité du cycle de l'IA et une escalade du conflit au Moyen-Orient.

Nette baisse de l'inflation en octobre

Selon la publication conjointe de l'Autorité monétaire de Singapour (MAS) et du METI du 23 novembre, l'inflation sous-jacente a baissé à 1,5 % en g.a. en octobre (après 2,0 % en septembre) et l'inflation totale à 1,9 % (après 2,2 %). Ce repli s'explique principalement par l'électricité et le gaz (+1,0 % après +8,7 %), sous l'effet de la baisse du tarif réglementé consécutive au recul des prix mondiaux de l'énergie entre juillet et mi-septembre, ainsi que par les services (+1,1 % après +1,7 %), avec des hausses moins marquées des billets d'avion et de l'assurance santé. La MAS et le METI anticipent une remontée de l'inflation sous-jacente au T1 2027, puis une décrue plus nette à partir de mi-2027, et maintiennent leurs prévisions : 1,5–2,0 % pour l'inflation sous-jacente et environ 2,0 % pour l'inflation totale en 2026, 1,5–2,5 % pour les deux indicateurs en 2027. Les risques restent orientés à la hausse (énergie, alimentation, coûts salariaux liés à l'essor de l'IA), ce qui conforte le statu quo monétaire décidé par la MAS le 14 octobre.

Singapour-Chine : lancement des négociations sur une quatrième mise à niveau de l'accord de libre-échange

Le 22e Conseil conjoint de coopération bilatérale (JCBC) Singapour–Chine s'est tenu le 23 novembre à Singapour, sous la coprésidence du vice-Premier ministre Gan Kim Yong et du vice-Premier ministre chinois Ding Xuexiang. Les deux parties ont lancé les négociations d'une quatrième mise à niveau de l'accord de libre-échange bilatéral (CSFTA), centrée sur l'économie numérique (flux transfrontaliers de données, paiements numériques et finance, gouvernance de l'IA), et signé 29 accords. Sur le volet financier, la MAS a annoncé une restructutation de son dispositif de financement en renminbi (RMB) existant. L'offre sera scindée en deux facilités de financement pour les institutions financières éligibles, pour répondre à deux besoins disctints. La « RMB Corporate facility » visera à faciliter l'accès au financement en RMB des entreprises (pour des besoins liés au commerce international, y compris avec des pays tiers, fonds de roulement, dépenses d'investissement), tandis que les « RMB Liquidity facility » sera une facilité de liquidité en RMB pour les institutions financières. Ces dernières étudient également une liaison de paiements instantanés, et entendent intensifier la connectivité de leurs marchés de capitaux. Ces annonces interviennent dans un contexte de tensions commerciales avec les Etats-Unis, l'USTR ayant publié 3 jours après un rapport critiquant notamment l'ouverture de Singapour aux investissements directs chinois.

Singapour-Australie : accord sur le transport transfrontalier de CO2 et élargissement de la coopération sur les approvisionnements essentiels

En marge de la 11e rencontre annuelle des dirigeants, tenue le 24 novembre à Canberra, Singapour et l'Australie ont signé un accord juridiquement contraignant encadrant le transport de flux de CO2 depuis Singapour en vue de leur stockage géologique en mer en Australie (captage et stockage du carbone, CCS). Le texte organise le transfert de la responsabilité comptable des émissions et fixe un cadre de mesure, de déclaration et de comptabilisation conforme aux lignes directrices de l'Accord de Paris ; il cible les émissions industrielles difficiles à réduire. Les deux pays ont également signé un protocole d'accord étendant leur coopération sur les approvisionnements essentiels à dix catégories de biens supplémentaires, dont l'alimentation, les semi-conducteurs, les produits pharmaceutiques, les engrais et les technologies renouvelables. Il complète le protocole sur la résilience économique conclu en juillet pour les produits pétroliers et le GNL, non encore entré en vigueur. Singapour fournit 55 % de l'essence et 23 % du carburéacteur consommés en Australie. Ces instruments renforcent la sécurité d'approvisionnement des deux partenaires et ouvrent une voie de décarbonation aux industries singapouriennes fortement émettrices.

Vietnam

Le Vietnam renforce le contrôle des échanges commerciaux

Le gouvernement vietnamien a adopté, le 21 novembre, la résolution 403/NQ-CP définissant un plan de gestion des échanges commerciaux pour la période 2026-2030. L'objectif est de prévenir les déséquilibres commerciaux et de limiter les risques de contentieux avec les partenaires internationaux. Parmi les principales mesures figurent la mise en place de mécanismes d'alerte précoce, le développement de bases de données sur l'origine des marchandises et les chaînes d'approvisionnement, ainsi que le renforcement des contrôles sur les fraudes aux certificats d'origine et les transbordements illégaux, susceptibles d'exposer les exportations vietnamiennes à des mesures tarifaires supplémentaires. Les autorités prévoient également de surveiller la dépendance des exportateurs aux matières premières importées, de réexaminer certains dispositifs d'aides financières, avantages fiscaux et conditions de crédit accordés aux entreprises, afin de prévenir d'éventuels différends commerciaux liés aux subventions publiques et de renforcer le contrôle des chaînes de production exposées au risque de travail forcé. À travers ce dispositif, Hanoï entend mieux anticiper les tensions commerciales, sécuriser ses exportations et accroître la valeur ajoutée nationale.

La Banque centrale vietnamienne veut relever les critères de classement des établissements bancaires

La Banque d'État du Vietnam (SBV) propose de durcir les critères de classification et d'évaluation des banques commerciales à partir de 2027. Selon un projet de circulaire, le seuil d'actifs permettant d'être classé parmi les grandes banques passerait de 300 000 à 500 000 milliards de dôngs (18,9 milliards de dollars). La réforme prévoit également d'intégrer deux nouveaux indicateurs de liquidité, conformes aux standards de Bâle III : le ratio de couverture de liquidité (LCR) et le ratio de financement stable net (NSFR). Ces indicateurs permettront notamment de mieux mesurer la capacité des banques à faire face à leurs besoins de trésorerie et la stabilité de leurs ressources de financement. Le projet prévoit une montée en puissance progressive des exigences, avec un objectif de 120 % pour le LCR à partir de 2034 et pour le NSFR dès 2030. À travers cette réforme, la SBV entend adapter l'évaluation des établissements à la croissance du secteur bancaire et renforcer le suivi de leur solidité financière et de leur capacité à résister aux risques de liquidité.

Les États-Unis proposent des droits de douane supplémentaires pouvant atteindre 35 % sur les produits vietnamiens

Le Bureau du représentant américain au Commerce (USTR) propose des droits de douane supplémentaires sur les importations vietnamiennes pouvant atteindre jusqu'à 35 %. Néanmoins, ce taux pourrait être rabaissé à 20 % en cas d'accord commercial réciproque avec Washington. Cette proposition fait suite aux conclusions préliminaires publiées le 25 novembre 2026 d'une enquête portant sur la surcapacité et la production industrielle. Ouverte en mars 2026 au titre de la section 301 de la loi de 1974, cette enquête examinait les pratiques industrielles et commerciales de 16 pays, dont le Vietnam, soupçonnés de maintenir des capacités de production excédant la demande intérieure et mondiale. Pour le Vietnam, l'USTR a notamment identifié plusieurs politiques et pratiques relatives à la planification industrielle, à l'aménagement du territoire, aux conditions de travail, à l'octroi de crédits, à la gestion des prix, aux investissements étrangers et au transbordement de marchandises. Parmi les secteurs visés figurent le textile, la chaussure, la construction navale, le ciment et l'électronique. La proposition prévoit toutefois des exemptions sur certains produits. Le rapport reste soumis à consultation publique, avec des auditions prévues à partir du 25 janvier 2027. La décision définitive est attendue entre début février et le 11 mars 2027. Pour rappel, le Vietnam est devenu, à fin juillet 2026, le premier déficit commercial bilatéral des États-Unis pour les échanges de biens (139 Md USD).

Le Vietnam conditionne davantage son attraction des IDE à l'apport technologique.

Le Vietnam se montre plus sélectif dans sa politique d'attraction des investissements directs étrangers (IDE), longtemps évaluée selon les montants investis et les emplois créés. Annoncée dès 2019 par la résolution 50-NQ/TW, cette orientation a été formalisée par la résolution 10-NQ/TW du 8 juin 2026. Lors de la conférence nationale de mise en œuvre de ce texte, le 30 juin, le secrétaire général et président Tô Lâm a estimé que la question n'était plus d'attirer davantage de capitaux, mais de les mettre au service des capacités technologiques nationales. Il a demandé d'écarter les projets reposant sur des technologies obsolètes. Fin août, le Premier ministre Le Minh Hung a demandé à Samsung de ne pas se limiter à agrandir ses usines, mais d'investir en R&D et de recourir davantage aux fournisseurs vietnamiens. Au niveau local, la province de Dong Nai refuse les projets intensifs en main-d'œuvre ou fondés sur des technologies dépassées. La visite du vice-Premier ministre Pham Gia Tuc à l'usine de Quanta Computer à Ninh Binh suit la même ligne. Il a invité le groupe, qui a doublé son investissement en février à 240 M USD, à y créer un centre de R&D.

Thaïlande

Annonce de nouveaux droits de douane américains : à 18 % pour la Thaïlande

Le Bureau du représentant au Commerce des États-Unis (USTR) a proposé le 25 novembre 2026 des droits de douane additionnels de 18 % sur les produits thaïlandais (incluant les droits Section 301 déjà en vigueur, mais s'ajoutant aux droits NPF), au titre de la section 301 sur les surcapacités de production. Ce taux n'est pas encore appliqué : le taux actuel de 12,5 % reste en vigueur, les commentaires écrits sont ouverts jusqu'au 5 janvier 2027 et les audiences débuteront le 25 janvier. Le communiqué américain dénonce pour la Thaïlande des « actes, politiques et pratiques déraisonnables [...] en particulier dans les secteurs électronique, automobile, et des machines et équipements électriques ». En réaction, le Premier ministre Anutin a affirmé que la déclaration conjointe signée avec le Président américain à Manille le 17 novembre a permis d'éviter un taux supérieur « de 30 % » et s'attend à un accord d'ici deux à trois mois. La ministre du Commerce Suphajee a jugé que la Thaïlande n'était pas désavantagée, avec des droits au même niveau que la Malaisie et l'Indonésie, mais inférieurs au Vietnam (35 %).

Le conglomérat thaïlandais CP cesse d'exploiter ses magasins 7-Eleven au Cambodge

Le groupe thaïlandais CP All, opérateur des magasins de grande distribution 7-Eleven, cessera d'exploiter tous ses magasins 7-Eleven au Cambodge le 25 décembre 2026. Il met ainsi fin à la franchise de 30 ans que sa filiale au Cambodge avait signée en 2020 avec 7-Eleven Inc. Le réseau, ouvert en 2021 à Phnom Penh, était passé de 125

magasins en septembre 2025 à seulement 23 en septembre 2026. Selon Cambodia Investment Review, cité par The Nation, cette baisse s'expliquerait par le boycott des marques thaïlandaises après les affrontements frontaliers de juillet 2025 et par les difficultés d'approvisionnement liées à la fermeture prolongée de la frontière.

Information du ministère du Commerce thaïlandais : mesures de sauvegardes sur le polypropylène

La Thaïlande a adopté des mesures de sauvegarde sur le polypropylène, publiées au Journal officiel le 24 septembre 2026. Un droit de douane sera fixé à 7,7 % de la valeur CIF dès le 28 décembre 2026, pour une durée de trois ans.

Philippines

Le marché obligataire souverain bénéficie d'une demande soutenue des investisseurs

Les obligations souveraines philippines enregistrent la meilleure performance des marchés obligataires d'Asie émergente en novembre, avec une baisse de 51 points de base du rendement des titres à dix ans, ramené à 7,63 % au 25 novembre. Cette évolution s'explique par le recul des cours du pétrole, le ralentissement de la croissance économique et le regain de la demande lors des adjudications de dette publique. Cette dynamique pourrait se prolonger en 2027 avec l'intégration des obligations souveraines philippines à l'indice des obligations des marchés émergents de JPMorgan Chase, prévue à partir du 29 janvier, qui devrait générer entre 5,0 et 6,0 Md USD d'entrées de capitaux selon la Bangko Sentral ng Pilipinas (BSP). Parallèlement, le Bureau of the Treasury (BTr) a levé 1,3 Md USD lors de sa troisième émission d'obligations en dollars destinée aux particuliers, soit plus de six fois l'objectif initial de 200,0 M USD. Ces titres, d'une maturité de trois ans, offrent un taux d'intérêt annuel de 5,65 %. Cette émission s'accompagne d'une diversification des canaux de souscription, avec notamment la possibilité d'utiliser des cryptomonnaies adossées au dollar via la plateforme Philippine Digital Asset Exchange (PDAX), contribuant à élargir la base d'investisseurs.

Les exportations de biens dépassent pour la première fois 10 Md USD en octobre

Les exportations philippines de biens ont franchi pour la première fois le seuil mensuel de 10 Md USD en octobre 2026, selon les données préliminaires communiquées par la ministre du commerce et de l'industrie, Maria Cristina Roque. Cette performance est principalement portée par les produits électroniques et les semi-conducteurs, ainsi que par les pièces automobiles et les produits agricoles. Elle prolonge la dynamique observée en septembre, au cours duquel les exportations avaient progressé de 35,6 % en

glissement annuel, atteignant 9,9 Md USD, soit leur plus haut niveau depuis le début de la série statistique en 1991, selon la Philippine Statistics Authority (PSA). Parallèlement, le gouvernement philippin a adopté le 26 novembre un arrêté interministériel imposant aux administrations nationales, aux collectivités territoriales et aux entreprises publiques de privilégier les matériaux de construction produits localement dans leurs marchés publics. Cette mesure s'inscrit dans le cadre de la *Tatak Pinoy Act* et de la nouvelle loi sur les marchés publics (*New Government Procurement Act*), qui visent à favoriser les biens et services philippins. Elle vise notamment à soutenir les capacités de production nationales, la modernisation de l'appareil industriel et la création d'emplois.

Meralco étend ses activités de distribution d'électricité à Mindanao

Meralco, premier distributeur privé d'électricité des Philippines, a signé un accord portant sur l'acquisition d'au moins 51 % du capital d'Iligan Light & Power Inc. (ILPI), distributeur d'électricité dans le nord de Mindanao. Le montant de la transaction est compris entre 20,4 M USD et 40,0 M USD, selon la participation finale acquise. Cette opération s'inscrit dans la stratégie d'expansion géographique de Meralco, dont les activités de distribution sont historiquement concentrées à Luzon, où le groupe dessert plus de 8,3 millions de clients. Elle intervient dans un contexte d'excédent de production électrique à Mindanao, dont la production annuelle dépassait de 14,5 % la consommation régionale en 2024 (20,6 TWh contre 18,0 TWh). Une partie de cet excédent est transférée vers les Visayas depuis la mise en service en 2023 d'une interconnexion d'une capacité de 450 MW. Sur les neuf premiers mois de 2026, Meralco a enregistré une hausse de 21 % de son bénéfice net en glissement annuel, à 745,0 M USD. Les activités de distribution et de production d'électricité représentent respectivement 45 % et 41 % de son résultat net récurrent.

Cambodge

Les enseignes thaïlandaises sortent du pays.

Le 24 novembre, le groupe CP All a annoncé la fermeture, le 25 décembre, des 23 derniers magasins 7-Eleven du Cambodge, alors qu'il en comptait 123 en juin 2025. Ce retrait s'inscrit dans un mouvement plus large, suite au conflit frontalier avec la Thaïlande et à la fermeture de la frontière en Juin 2025. La grande distribution est particulièrement touchée. Makro, autre enseigne du groupe CP, a fermé son magasin de Siem Reap en juillet et n'en garde plus que deux à Phnom-Penh, tandis que Big C, propriété du groupe thaïlandais BJC, a vu fortement reculer l'activité de ses magasins. Hors distribution, Major Cineplex a quitté le pays en février, et PTT compagnie pétrolière nationale, a pour ainsi dire quitté le pays, ses

ventes de carburant ayant drastiquement baissé. Les cafés Amazon, filiale de PTT, ont presque tous fermé. Les pertes sont surtout thaïlandaises. Sur les huit premiers mois de 2026, les importations cambodgiennes depuis la Thaïlande ont chuté de 37,5 %, à 1,33 Md USD, contre une baisse de 10,3 % seulement des exportations cambodgiennes vers la Thaïlande. Les investissements thaïlandais au Cambodge, estimés entre 4 et 5 Md USD, sont réduits ou suspendus, alors que le Cambodge n'a guère d'intérêts économiques en Thaïlande, hormis ses travailleurs migrants, dont près d'un million sont rentrés au pays. Ces pertes restent toutefois limitées à l'échelle de l'économie thaïlandaise, dont les exportations ont progressé de 23,6 % au troisième trimestre. Les exportations cambodgiennes, elles, augmentent de 20,4 % sur dix mois.

Les taux américains pèsent sur l'économie cambodgienne.

Le 20 novembre, la gouverneure de la Banque nationale du Cambodge, Chea Serey, a expliqué dans un entretien à Bloomberg que l'économie subissait la pression des taux d'intérêt élevés aux États-Unis et de la hausse du coût du financement. Ce constat tient à la forte dollarisation de l'économie : le dollar, représentent plus de 85 % de la monnaie en circulation, de sorte que les décisions de la Réserve fédérale se répercutent directement sur le coût du crédit. Cette dépendance a toutefois des avantages. La dollarisation assure une stabilité monétaire, limite l'inflation et rassure épargnants et investisseurs. Par ailleurs, compte tenu de la taille de son économie, le Cambodge ne disposerait de toute façon que d'une marge de manœuvre monétaire réduite, et resterait sensible aux taux américains même avec un riel plus utilisé. D'autres facteurs, antérieurs à la hausse des taux, pesaient davantage sur l'activité : le conflit frontalier avec la Thaïlande, la guerre au Moyen-Orient, qui a renchéri les carburants et accentué la chute du tourisme (-43,7 % d'arrivées internationales sur neuf mois), et l'atonie de la construction, privée des capitaux chinois.

L'UE accompagne la transition énergétique des usines textiles.

Le 19 novembre, le Cambodge et l'UE ont lancé un partenariat visant à améliorer l'efficacité énergétique de l'industrie, en particulier du secteur textile, premier secteur exportateur du pays. Le programme prévoit 210 audits énergétiques en usine, l'adoption de normes de performance pour les équipements industriels et un accès facilité aux financements verts. Il répond notamment à la forte dépendance des usines au bois, dont elles brûlent au moins 300 000 tonnes par an pour produire la vapeur nécessaire au repassage, au lavage et à la teinture. Selon l'ONG française Geres, 70 % de ce bois provient de la déforestation ou de coupes illégales, contribuant à la pollution atmosphérique et fragilisant la compétitivité du secteur. Le recours

à l'électricité pour les besoins thermiques des usines reste limité par son coût élevé : 17,9 cents USD/kWh pour les industriels en 2024, contre 10,8 cents en Thaïlande et 8,1 cents au Vietnam. À l'échelle nationale, le bouquet électrique reste par ailleurs fortement dépendant des énergies fossiles : le charbon représentait 47,7 % de la production d'électricité en 2025, contre 39,7 % pour l'hydroélectricité. Le Cambodge s'est toutefois engagé à ne plus construire de nouvelles centrales à charbon.

Laos

Le Laos sort officiellement de la catégorie des pays les moins avancés

Le Laos a quitté le 24 novembre la catégorie des pays les moins avancés (PMA) des Nations unies. Cette sortie applique une résolution de l'Assemblée générale de l'ONU du 24 novembre 2021, qui avait porté à cinq ans la période préparatoire en raison de la pandémie. Le pays remplit depuis 2021 les trois critères requis : revenu par habitant, capital humain, vulnérabilité économique et environnementale. Lors de la revue triennale de 2024, son revenu national brut (RNB) par habitant atteignait 2 503 USD, pour un seuil de sortie fixé à 1 306 USD. Selon le ministère lao des Affaires étrangères, le taux de pauvreté est revenu de 46 % en 1993 à environ 15 %, et la croissance a été en moyenne de 5,6 % par an sur 2015-2025. Une transition de trois ans, jusqu'en 2029, doit atténuer la perte des préférences commerciales et des financements réservés aux PMA. L'enjeu reste le financement extérieur : le service annuel de la dette publique extérieure avoisine 2,1 Md USD, dont plus de 40 % dus à des créanciers bilatéraux, principalement la Chine.

Vientiane et Bangkok relèvent à 12 Md USD leur objectif d'échanges bilatéraux pour 2027

Le Premier ministre lao Saleumxay Kommasith et son homologue thaïlandais Anutin Charnvirakul se sont rencontrés le 15 novembre à Manille, en marge du 49e sommet de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN). Ils sont convenus de porter les échanges bilatéraux à 12 Md USD d'ici 2027, l'objectif fixé en octobre 2025 étant de 11 Md USD. La partie thaïlandaise évalue le commerce bilatéral à environ 9,8 Md USD. Côté lao, le Département du commerce extérieur l'estime à 5,3 Md USD sur les dix premiers mois de 2026. Les deux dirigeants veulent accélérer trois projets logistiques. Il s'agit du tracé lao d'un nouveau pont ferroviaire Nong Khai–Vientiane, du partage des coûts du sixième pont de l'Amitié (Salavan–Ubon Ratchathani) et d'une zone de contrôle commune sur le troisième ou le quatrième pont. Ils ont aussi salué les progrès du projet d'intégration électrique Laos-Thaïlande-Malaisie-Singapour (LTMS-PIP). Premier partenaire commercial du Laos, avec 8,4 Md USD d'échanges hors électricité en 2025, la Thaïlande est aussi le premier

acheteur d'électricité lao. Le renforcement de cette relation est donc déterminant pour les recettes en devises du pays.

Birmanie

Projets d'investissement étranger en hausse, mais toujours faibles, sur les sept premiers mois de l'année budgétaire 2026

Les projets d'investissements étrangers approuvés par le *Directorate of Investment and Company Administration (DICA)* birman ont représenté 482 M USD sur les sept premiers mois de l'année budgétaire 2026 (avril à octobre). Cela représente une hausse nominale de +111 % en glissement annuel. Ces 17 projets sont concentrés dans les secteurs de l'industrie manufacturière du pétrole et du gaz et de l'immobilier pour les nouveaux projets, et dans les secteurs du transports, des communications et des services pour les nouveaux investissements dans des projets déjà approuvés par le DICA.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille et Phnom Penh.

Rédaction : SER de Singapour (Gauthier PERDEREAU-BILSKI, Emma ROUSSEAU, Martin SUTEAU)

Abonnez-vous : gauthier.perdereau-bilski@attachefiscal.org ; emma.rousseau@dgtresor.gouv.fr ; martin.suteau@dgtresor.gouv.fr